

# Chapitre 1

## Bolivia : un pays andin en mutation

Les civilisations andines pré incaïques, organisées sur le modèle de l'*ayllu*<sup>1</sup>, ont su tirer profit des contraintes naturelles que leur offrait leur environnement, grâce " *au contrôle vertical d'un maximum d'étages écologiques*" (Murra, 1975), rendu possible à leur mobilité giratoire entre les différents étages écologiques (Golte, 2001:p12). Selon Moron, ces communautés avaient su mettre au point des techniques agricoles avancées, depuis un savant aménagement des versants en une grande variété de terrasses jusqu'à la construction de milieux agricoles artificiels et fertilisés (Morlon, 1992 in Franqueville, 2000:p15). La circulation caravanière de ces communautés et de leurs lamas, garantissait à ces populations une alimentation variée composée de pommes de terre, de quinoa, de coca et de légumes (Golte, *op. Cit.*). De nos jours, les communautés paysannes boliviennes perpétuent les traditions des *ayllus*. Par contre, les mobilités verticales des communautés boliviennes aymaras et quechuas entre l'Altiplano et les vallées se sont raréfiées au fil du temps<sup>2</sup>. La colonisation incaïque (1300-1500), la colonisation espagnole<sup>3</sup> (1532-1825), la réforme agraire (1953) suivie de l'accélération de l'urbanisation du pays et le développement de l'économie monétaire dans les campagnes, ont engendré d'importantes mutations dans les systèmes agraires traditionnels et dans les modes d'organisation des sociétés rurales boliviennes. Il se peut que les migrations internationales temporaires répétitives contemporaines et les systèmes de mobilité<sup>4</sup> nationaux et internationaux des migrants ruraux originaires des vallées de Cochabamba décrits notamment par Cortes (1998) soient, dans une certaine mesure, une prolongation de la traditionnelle mobilité des andins et de leur territorialisation réticulaire. Toutefois, comme le souligne Franqueville on peut supposer que l' " *idéal vertical andin*"<sup>5</sup> correspond ni plus ni moins à l'idéal vertical de nombreuses sociétés paysannes à travers le monde.

Outre les contraintes naturelles, les populations boliviennes ont du faire face, durant le XXe siècle, à une longue période d'instabilité politique qui, amorcée au moment de la colonisation espagnole, s'est poursuivie avec les régimes dictatoriaux successifs, des années 70' jusqu'en 1982. L'histoire politique tumultueuse<sup>6</sup> du pays a sûrement, sous bien des aspects, contribué à freiner le développement en

---

<sup>1</sup> *Ayllu*: « *Communauté territoriale de base fondée sur des liens de parenté et constituant le cadre des rapports sociaux et des activités économiques* » (Franqueville, 2000:p279).

<sup>2</sup> Selon Rivière, les pratiques migratoires verticales (entre les vallées et l'Altiplano) perduraient encore en 1979 à Sabaya dans la province Carangas d'Oruro (Rivière, 1979 in Franqueville, 2000:p185).

<sup>3</sup> Au moment du premier débarquement espagnol en 1527, l'empire Inca couvrait l'ensemble du Pérou et de la Bolivie et une grande partie de l'Argentine, du Chili et de la Colombie.

<sup>4</sup> La notion de système de mobilité se réfère " *à la manière dont les populations intègrent à leurs logiques de vie les opportunités ou les freins à la mobilité*" (Cortes, 2000a:p133).

<sup>5</sup> Expression utilisée par Murra portant sur les communautés rurales andines (Murra, 1975).

<sup>6</sup> Depuis son indépendance (le 16 août 1825) de nombreuses rébellions militaires et 90 coups d'états ont été recensés en Bolivie (Terrazas Orellana, 2001:p47).

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

Bolivie dans des domaines aussi capitaux que ceux de la santé, de l'éducation, des transports et de l'industrie. Si, depuis vingt-quatre ans, la démocratie en Bolivie perdure, la récente crise économique, les vagues de protestations sociales, associée à la crise de confiance des populations envers la classe politique remet quelque peu la légitimité de la politique. Pour ne donner qu'un exemple, entre octobre 2001 et janvier 2006, cinq présidents ont gouverné la Bolivie, Fernando Quiroga Ramirez (7 août 2001-6 août 2002), Gonzalo Sánchez de Lozada (6 août 2002-17 octobre 2003), Carlos Mesa Gisbert (17 octobre 2003-9 juin 2005), Eduardo Rodriguez Veltzé (9 juin 2005-21 janvier 2006) et depuis le 21 janvier 2006, Evo Morales.

Depuis ces dix dernières années, la récurrence de mouvements sociaux des paysans sans terres, des cultivateurs des feuilles de coca, des indigénistes, etc...) ont créé parmi d'autres mouvements sociaux relatif au devenir de l'exploitation du gaz, une certaine instabilité générale dont la forme la plus visible est celui du blocage (*bloqueos*) répétés des principaux axes de communication<sup>7</sup> du pays en l'espace de quelques heures. Selon Rocca (1999), l'instabilité politique en Bolivie provient davantage de la montée des régionalismes que celle des classes sociales. Toutefois l'élection d'Evo Morales à la présidence de la République, fervent défenseur des *cocaleros* (cultivateurs de la feuille de coca) et personnage emblématique des populations indigènes, tend à montrer que la majorité du peuple bolivien attend une nouvelle forme de gestion du pays notamment une nouvelle redistribution des richesses entre les populations indigènes (majoritaires dans le pays) et les autres habitants.

Dans un pays longtemps peuplé majoritairement par des ruraux, où de fortes contraintes pèsent sur l'agriculture, (augmentation de la pression foncière dans certaines zones vallées, problème d'accès à la propriété d'une parcelle de terre, etc.) où le secteur informel<sup>8</sup> ne cesse de s'accroître dans les villes, la préoccupation de la majorité de la population bolivienne est de trouver, chaque jour, les moyens financiers pour subvenir à ses besoins vitaux. En 2003, 34 % de la population bolivienne vivait avec moins de deux dollars par jour et 14% avec moins d'un dollar par jour (PNUD, 2003). Avec un IDH de 0,672, la Bolivie occupait en 2003 la 114ème place sur 172 pays au monde. Indéniablement la Bolivie est un pays pauvre, le plus pauvre d'Amérique du sud, toutefois on se doit de mettre un bémol au portrait accablant qui est fait de la Bolivie. Les progrès en matière de développement<sup>9</sup> durant ces dernières années et l'annulation, en janvier 2006, de la dette multilatérale de la Bolivie avec le FMI (près de 233 millions de dollars) peuvent laisser penser un espoir une amélioration, sur le temps long, des conditions de vie des Boliviens. En attendant les fruits des réformes des gouvernements successifs, les populations cherchent des solutions pour pallier la pauvreté qui caractérise la majorité d'entre eux. Tandis que les populations boliviennes les plus pauvres essaient de trouver dans leur environnement proche les moyens de survivre, d'autres élaborent des stratégies de survie ou de capitalisation à l'échelle nationale et/ou à l'échelle internationale. Elaborées à l'échelle individuelle, du ménage ou de la famille, les stratégies de nombreuses familles boliviennes reposent sur les fruits espérés des mobilités à géométrie variable (migration interdépartementale, migration internationale) temporaires ou durables de certains de leurs membres. A travers leurs mobilités spatiales, les Boliviens ont joué, parmi d'autres acteurs, l'Etat bolivien notamment, un rôle fondamental dans l'urbanisation du pays mais aussi dans la consolidation du couple migratoire boliviano – argentin. Inversement, l'intensité et

<sup>7</sup> L'installation de gros cailloux sur les axes principaux suffit à bloquer la circulation. Les bus assurant les grandes lignes (*flotas*) entre les capitales départementales se voient devoir faire des détours aux abords des villes.

<sup>8</sup> "La croissance du secteur informel due à la crise des années 80 et aux mesures d'ajustement structurel a transformé les rues passantes des grandes villes en un marché permanent" (Franqueville, 2000:p31).

<sup>9</sup> Selon l'INE, en 2000, l'espérance de vie était de 60 ans pour les hommes et de 64 ans pour les femmes, soit deux ans de plus pour chacun des sexes par rapport aux moyennes de 1995. Le taux de mortalité infantile a de même baissé entre 1995 et 2000, passant de 70,3 à 60,6.

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

les directions des flux migratoires des Boliviens vers l'Argentine et à l'intérieur de la Bolivie, sont le reflet de la spécificité des dynamiques socio-économiques de chaque lieu, à un moment donné. Toutefois, les populations boliviennes ne furent pas toujours libres de s'organiser et de se déplacer comme elles l'auraient souhaité car elles furent soumises, au cours de l'histoire, à deux grandes périodes de colonisation, incaïque puis espagnole (1532-1825). Ces deux grandes périodes de colonisation eurent des impacts relativement importants sur les organisations socio-spatiales et économiques successives des populations sur leurs territoires. La formation socio-historique du territoire (l'impact de la colonisation incaïque, le rôle de la colonisation/décolonisation espagnole, la révolution nationale en 1952, la réforme agraire en 1953), de l'évolution démographique (entrée tardive de la Bolivie dans la première phase de transition démographique, phase et rythme de croissance, distribution spatiale de la population) et économiques (succession de cycle productifs, émergences de pôles de développement, politiques nationales) apparaissent comme des composantes essentielles pour comprendre l'évolution du pays et de ses populations. De la colonisation espagnole à la réforme agraire (1952), l'étroite relation économique et sociale entre les villes minières et les vallées fertiles ont donné lieu à une configuration socio spatiale du pays relativement spécifique. Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, la croissance démographique s'est accéléré tout comme le processus d'urbanisation du pays et d'importants mouvements de population à l'échelle du pays, ont conduit à une redistribution de la population sur le territoire national. En effet, loin de se résumer aux hautes terres désertiques peuplées d'une poignée d'irréductibles paysans et de leurs lamas, la Bolivie s'est urbanisée depuis ces cinquante dernières années. Au point que le fait urbain est devenu, depuis les années 80', un élément majeur dans la structuration du territoire national et dans l'évolution de l'armature urbaine.

Avant d'évoquer ces points, quelques précisions s'imposent quant au maillage administratif de la Bolivie qui, précisons-le, possède deux capitales: Sucre est la capitale constitutionnelle - y siègent le Parlement en session extraordinaire et la Cour Suprême de Justice - La Paz est la capitale administrative et politique. La Bolivie se divise en neuf départements, en 112 provinces, en 314 municipes et enfin en cantons. L'institut national de statistiques en Bolivie (connu sous le sigle INE) a coutume de diviser le territoire bolivien en trois grandes unités écologiques: l'*Altiplano* (>3000 m), les vallées (500-3000 m) et les plaines (<500 m). L'INE considère que les départements de La Paz, d'Oruro et de Potosi se trouvent dans la zone Altiplanique, ceux de Chuquisaca, de Cochabamba et de Tarija sont dans les vallées et que les départements de Santa Cruz, de Béni et de Pando se situent dans les plaines pré-amazoniennes de l'*Oriente*. La tripartition écologique de l'INE est pertinente dans une certaine mesure, car elle correspond aux trois grandes unités écologiques visibles à travers une coupe transversale de la Bolivie. Toutefois, cette tripartition écologique ne prend pas en considération la diversité écologique et topographique à l'échelle de chaque département. Par exemple, selon Minvielle, le département de Cochabamba se compose majoritairement de vallées (55%) mais aussi de hauts plateaux (23%) et enfin d'une zone de plaines pré-amazoniennes (Minvielle, 1996). C'est pourquoi parallèlement à la tripartition écologique utilisée par l'INE d'autres divisions statistiques de l'espace bolivien ont été proposées. Dans cette étude, nous utiliserons tel quel le découpage administratif proposé par l'INE (celui qui repose sur les limites départementales) ainsi que la bipartition *Oriente / Occidente* proposé par D'Andréa qui, quant à elle, se base à la fois sur une différenciation physique du territoire mais aussi sur des éléments historiques et démographiques. La ligne partageant l'*orient* et l'*occident* s'appuie sur les limites provinciales et non départementales [[Carte I.1](#)].

## 1. De la colonisation espagnole à la réforme agraire: la prédominance du binôme villes minières-vallées fertiles et de l'hégémonie pacénienne

Conquis en 1538 par le conquistador espagnol [Pizarro](#), le Haut Pérou est rattaché à la vice-royauté du Río de La Plata. En 1545, les colons espagnols s'approprient la montagne *Potojsi* (4824 m d'altitude), où un paysan autochtone a découvert de l'argent<sup>10</sup>. Pendant 280 ans, les colons exploitent le *Potojsi* et pour l'occasion le rebaptise le *Cerro Rico*, la riche colline. Dans les mines, l'argent est fondu, puis transporté à dos de lamas jusqu'à Arica (le long du *Camino de la Plata*) ou plus au nord vers le Pérou actuel, à Lima et El Callao. On ignore la quantité exacte d'argent, issue du Cerro Rico, exportée en l'Espagne<sup>11</sup>. Les colons exploitent bien d'autres gisements d'argent (Cerro Hermoso, San Cristobal, Chocaya, Oruro, Benenguele...) et fondent à leur proximité des villes, comme celle de Potosi<sup>12</sup>. Durant l'ère de l'Argent (1545-1650), les villes de Potosi, d'Oruro, de La Plata (qui fut, par la suite, rebaptisée Sucre) ainsi que La Paz (en moindre importance à cette époque) forment l'axe dynamique de l'ensemble du territoire de la Bolivie actuelle et en particulier de son réseau urbain. Cet axe structurant repose à la fois sur l'activité minière et sur les productions agricoles des vallées fertiles de la région Cochabamba, qui assurent l'approvisionnement en céréales (maïs et blé) des régions minières. La région de Cochabamba est à cette époque là, le "*grenier à blé du Haut Pérou*" (Laserna, 1983 :p37), quant à la ville de Potosi, elle est au centre de la région la plus prospère de l'empire espagnol.

Durant la période coloniale, émerge sur les terres boliviennes un axe économiquement dynamique formé de mines très productives, de villes en pleine croissance et de vallées fertiles. Toutefois, l'emprise des colons espagnols sur les populations autochtones est très forte et dévastatrice sur bien des plans. La mise en place du système des *haciendas* par les colons conduit non seulement aux guerres, à la propagation d'épidémies et de maladies, à la destruction du système de contrôle des étages écologiques par les populations autochtones (Laserna, 1983:p35) mais aussi à la fixation de ces populations à travers les politiques d'*agrupaciones* (regroupement des populations en un réseau de village) et surtout au travail servile. Dans ce contexte, la vie des populations autochtones est insoutenable et bientôt ces populations se rebellent. La république péruvienne est proclamée en 1821. Le 9 décembre 1824, la victoire du Général Antonio José de Sucre à Ayacucho met en péril l'autorité des colons espagnols sur les terres du Haut Pérou. Simon Bolívar y Palacios - connu sous le nom de Bolivar, dit *El Libertador* - libère le reste des terres colonisées de la région andine, qui devient le 6 août en 1825, la République de Bolivie.

### 1.1 La lente évolution de l'armature urbaine depuis l'Indépendance

Une fois libérée des colons espagnols, les Boliviens découvrent de nouveaux gisements miniers (Cordillère de Chicas, Tatasi, Huanchaca ...). L'économie de la République bolivienne, le marché de

<sup>10</sup> Sous l'Empire Tiwanaku (5000 avant JC-1300 après JC) puis sous l'Empire Inca (1300-1525), les civilisations andines avaient développé des techniques rudimentaires pour extraire du sous sol de l'or, de l'argent et du cuivre, dont ils se servaient pour la fabrication de leurs armes, leurs objets ornementaux, leurs ustensiles et leurs outils de travail.

<sup>11</sup> Selon un dicton, les colons espagnols disaient qu'avec l'argent issu de cette montagne d'argent, ils pourraient largement construire un pont de Potosi à Madrid. En Bolivie, lorsque quelque chose est inestimable, on utilise l'expression « *se vale un Potosi* » en référence à la richesse que représentait le *Cerro Rico*.

<sup>12</sup> La ville de Potosi fait partie depuis 1987 du patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO.

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

L'emploi, l'expansion du réseau du chemin de fer sont étroitement liés à l'exploitation minière. Pour faciliter le transport des minerais, l'avocat et entrepreneur Aniceto Arce Ruiz (qui fut Président de la Bolivie de 1888 à 1892) fit construire les voies de chemin de fer : Antofogasta - Ollague - Uyuni-Oruro ainsi que celle reliant Arica et l'Altiplano (Sintesis, 2004 :12), et fonda le village d'Uyuni (Moscoso, 2004:107). A la fin du XIXe siècle, commence l'ère de l'Étain (1880-1986). Le fer blanc est exporté massivement outre atlantique, pour la fabrication d'ustensiles de cuisine et de vases. L'exploitation des mines est dirigée par une oligarchie formée de trois Barons<sup>13</sup>: Simon Itturi Patiño, surnommé " *el rey del estaño* " (le roi de l'étain), Carlos Victor Aramayo et Mauricio Hochschild (un Allemand naturalisé argentin). Afin de ne pas payer des impôts en Bolivie, les entreprises des trois Barons avaient leurs sièges à l'étranger. L'entreprise de Patiño, " *Patino Mines and Entreprises Consolidated Inc.* " avait son siège aux Etats Unis, dans l'Etat de Delaware. Le siège de l'entreprise d'Hochschild était à Santiago du Chili et celui de la *Compania Aramayo de Mines en Bolivia* était en Suisse (Moscoso, 2004:107). Vers 1924, les trois Barons créent le *Super estado minero*. L'Indépendance de la Bolivie ne met point fin au binôme mines / *haciendas* et la Bolivie continue de représenter l' " *archétype de l'Etat minier*" (Deler, 1991:p299). L'évolution de l'armature urbaine, entre 1847 et 1950, a été fortement marquée par les grands cycles successifs de l'exploitation minière. En terme de réseau urbain et de structuration territoriale, la relation entre la localisation des gisements miniers, d'argent et d'étain principalement, et de leurs aires d'influence et la croissance des villes de La Paz, d'Oruro, de Potosi et de Cochabamba est évidente. Depuis la colonisation espagnole jusqu'au milieu du XXe siècle (soit 125 ans après la proclamation de la République de la Bolivie) l'armature du réseau urbain bolivien ainsi que la distribution du peuplement sur le territoire national dépendent très largement du binôme mines - vallées fertiles. De fait, les départements de Cochabamba, de La Paz, de Potosi et d'Oruro représentent les grands foyers de peuplement à l'échelle nationale. Jusque dans les années 1950, la grande majorité de la population bolivienne réside dans l'Altiplano et dans les vallées, autrement dit dans la partie occidentale du pays [Carte I.2]. La consolidation du réseau urbain bolivien, en particulier à travers un arc de villes en pleine croissance ne s'est pas fait uniformément sur le territoire. Alors qu'en 1847, les villes de La Paz et de Cochabamba se détachent légèrement des autres capitales départementales par leur poids démographiques, la ville de La Paz (dont la population réside entre 2500 et 4000m d'altitude) connaît durant l'ère de l'étain une croissance sans précédent. De 1900 à 1950, elle s'est considérablement accrue passant de 60 000 à 321 000 habitants. Alors qu'en 1900 la ville de La Paz était deux fois plus peuplée que celle de Cochabamba, en 1950 elle est quatre fois plus peuplée que celle de Cochabamba, cinq fois plus peuplée que celle d'Oruro et sept fois plus peuplée que celle de Potosi. En 1950, l'hégémonie de La Paz dans le réseau urbain bolivien ne fait nul doute. Outre le pouvoir attractif qu'ont suscité les mines d'étain dans les proches environs de la ville de La Paz, sa forte et rapide croissance est due au peuplement de sa périphérie proche, de cette zone urbaine périphérique qui sera reconnue comme une ville à part entière : El Alto. La population d'El Alto, longtemps comptabilisée dans les recensements parmi la population de La Paz, sera recensée comme telle seulement à partir de 1992.

## 1.2. Les années 1950: la décennie des bouleversements socio-spatiaux

En 1952, la Révolution nationale éclate en Bolivie. Elle est la seconde révolution en Amérique latine après la mexicaine (1910) et précède la cubaine (1959). En Bolivie, la révolution est née d'un soulèvement massif des sociétés paysannes autochtones dont les premiers à se rebeller, dans les années

---

<sup>13</sup> Les trois hommes ont acquis leur titre de noblesse en les achetant lors de leurs voyages en Europe, pendant lesquels ils y achetaient des machines pour l'exploitation des mines.

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

1930, furent les communautés quechuas de la vallée de Cochabamba. En effet, assujettis par une poignée de latifundistes (grands propriétaires), qui s'étaient emparés des terres agricoles au moment de l'Indépendance, les populations paysannes autochtones travaillaient encore au milieu du XXe siècle dans des conditions de quasi-esclavage. La société bolivienne prérévolutionnaire oligarchique et féodale se caractérisait par une " *stratification sociale rigide, avec une mobilité sociale réduite, et où certains critères " raciaux " ou " ethniques " établissaient les critères de l'appartenance sociale* " (Sandoval et al., 2003:p26). La révolution suivie de la réforme agraire<sup>14</sup> en 1953, impulse d'importants changements dans la société bolivienne dans le sens où une forme d'esclavage est abolie et où naît - du moins dans les discours officiels de l'époque - un sentiment d'égalité entre les individus résidant sur le territoire bolivien. Comme le souligne Arrieta la réforme agraire avait les objectifs suivants:

- "Redistribuer les terres des petits propriétaires aux paysans qui n'en possédaient pas, mais qu'ils les travaillaient, ainsi qu'aux paysans qui ne possédant que de maigres parcelles. Exproprier de la terre les latifundistas qui la détenaient ou qui jouissaient d'une rente absolue alors qu'ils ne travaillaient pas eux-mêmes ces terres. Restituer aux communautés indigènes les terres qui leur furent usurpées.
- Libérer les travailleurs paysans de leur condition servile, interdire les services et obligations personnelles gratuites.
- Stimuler une meilleure productivité et commercialisation de l'industrie agropastorale. Faciliter l'investissement de nouveaux capitaux en respectant les petits et moyens agriculteurs. Développement du corporatisme agraire en soutenant l'aide technique et en ouvrant les possibilités de crédit.
- Conserver les ressources naturelles du territoire en adoptant les moyens techniques et scientifiques indispensables.
- Développer la migration interne de la population rurale, qui aujourd'hui est excessivement concentrée dans la zone inter andine, avec pour objectif d'obtenir une distribution rationnelle de la population. Affirmer l'unité nationale et vertébrée économiquement l'orienter avec l'occident du territoire bolivien " (Arrieta, 1990 in Sandoval et al. 2003).

Sous le slogan "la terre appartient à celui qui la travaille", la réforme agraire eut pour conséquence l'expropriation des latifundistes et l'abolition des servitudes. Les terres des grands domaines furent redistribuées aux paysans, désormais propriétaires d'une parcelle de terre. Au cours des décennies 50 et 60, 500 000 hectares furent redistribués à 250 000 familles dans les années 1950 et 1960 (Deler, *op. cit.*,p298). La réforme agraire s'est accompagnée de projets éducatifs dans le milieu agricole et du développement des grands syndicats agricoles qui avaient pour but de faire participer les paysans à la vie politique (Moscoso, 2003:p20). Outre leur dimension sociale et symbolique, la révolution et la réforme agraire impulsèrent la restructuration des systèmes agraires (fin de l'*hacendado* et accès à la propriété des paysans) et une nouvelle réalité socio spatiale et économique de taille : l'émergence d'un paysannat socialement et économiquement indépendant, qui plus est, libre de se déplacer. Devenus économiquement indépendants et propriétaires de leurs terres, les paysans ont dû développer leurs propres stratégies de subsistance. Le début de la monétarisation des systèmes de production a contribué à ce que les paysans cherchent à accéder à des revenus monétaires, la vente de leurs productions en ville en étant le moyen. L'intensification des échanges entre les populations rurales et urbaines et des mobilités quotidiennes et hebdomadaires des ruraux ainsi que la multiplication des réseaux commerciaux créèrent un nouveau dynamisme économique visible à travers la prolifération des *ferias*

---

<sup>14</sup> La réforme agraire fut promulguée lors du Décret de Loi 3464 du 2 août 1953 et devint la Loi de Réforme Agraire le 29 octobre 1956. Elle fut signée à Ucureña par le Président Victor Paz Estenssoro.

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

(marchés, foires) à travers le pays, en particulier dans le département de Cochabamba. Les enjeux, les modalités et les conséquences spatiales, sociales et démographiques de la réforme agraire ont été fort différents entre la partie occidentale et la partie orientale du pays. *"Alors que dans la partie occidentale de la Bolivie, il s'agissait de privatiser la terre donnant aux paysans des petites parcelles de terre, dans la partie orientale l'intention était de construire des entreprises agricoles"* (Sandoval et al., 2003:p46).

### 1.3. Les limites de la réforme agraire de 1953

La structure agraire et le mode de répartition des terres - en terme de superficie disponible à l'échelle familiale- deviennent dès lors des composants majeurs de la viabilité des systèmes de production. La grande majorité des paysans qui jusqu'alors travaillaient sous la tutelle des latifundistes se retrouvèrent propriétaires de petits lopins de terre. Le problème est que la parcellisation des exploitations et donc l'exiguïté inévitable des parcelles s'accroissent au fur et à mesure des générations (exiguïté engendrée par les partages successifs des terres familiales héritées) et d'une pression démographique toujours plus croissante dans les campagnes. Franqueville indique, en 2000, que *"plus de la moitié des familles paysannes de l'Altiplano ne disposent que d'un demi hectare, certaines ne se limitent même à quelques sillons [...] le problème de la terre se pose de façon très critique dans le département de Cochabamba (1.7 hectare par exploitation)"* (Franqueville, 2000:p176). Sandoval et ses collègues n'ont pas manqué, aux aussi, de souligner que la Loi de la Réforme Agraire créa de graves problèmes dans la partie occidentale du pays *"la reconnaissance de la propriété agraire provoqua la destruction des unités productives créant les minifundios, parvifundios, surconfundios qui occasionnèrent les pertes de conditions d'existence de la famille paysanne conduisant à la migration"* (Sandoval et al, 2003:p46). A la recherche de nouvelles sources de revenus, de nombreux ruraux vont ainsi émigrer temporairement ou plus durablement vers la ville devenue *"un ersatz écologique, un lieu dont les ressources viennent compléter celles de la résidence communautaire"* (Franqueville, 2000 : p83), vers les ceintures périphériques de misère des villes boliviennes importantes (Moscoso, 2003:p20). De même, ces migrations s'orienteront en grande majorité vers l'*Oriente*, c'est-à-dire vers les plaines pré amazoniennes, en particulier vers le Chaparé (se trouvant dans le département de Cochabamba) et dans le département de Santa Cruz<sup>15</sup> où s'est développée, dès les années 1960, dans un souci d'autosuffisance alimentaire mais également de développement d'une agriculture d'exportation, une économie agricole de type capitaliste et une agro-industrie. C'est dans la continuité de ces mouvements migratoires que le boom de la coca dans le Chaparé, dans les années 1980, attirera bon nombre de ruraux appauvris provenant des zones d'altitude

## 2. Croissance démographique, migrations internes et redistribution de la population en Bolivie au cours de la seconde moitié du XXe siècle

Alors qu'en 1950, trois millions d'individus peuplent le territoire bolivien. En 2001, ils sont plus de huit répartis sur un territoire de 1 098 581 Km<sup>2</sup>, soit deux fois plus grand que celui de la France. En un demi-siècle, la population en Bolivie a augmenté de 2% par an environ. Entre 1950 et 2001, la population n'a pas augmenté au même rythme. Si l'on s'en tient aux taux moyen de variation annuelle entre les trois périodes intercensitaires, on note une accélération de la croissance démographique. En effet, alors que le taux moyen de variation était de 1,6% par an sur la période 1950-1976, il s'élève à

<sup>15</sup> Minoritairement quelques Boliviens ont migré vers les gisements d'or se trouvant dans le département de Pando au nord de la Bolivie (Moscoso, 2003:p20).

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

2,2% par an au cours de la période 1976-1992 puis à 2,7% sur la période 1992-2001. Avec une densité de population de 7,7 en 2000, la Bolivie demeure un pays encore faiblement peuplé par rapport à ces pays voisins<sup>16</sup> et ce malgré l'accélération de la croissance démographique depuis les années 50'.

La Bolivie est entrée tardivement dans la première phase de la transition démographique en comparaison aux autres pays latino-américains et caribéens. Les graphiques ci-dessous, montrent l'évolution - de 1950 à 2005 - des taux de natalité, de mortalité et d'accroissement naturel (pour mille) de quatre pays latino-américains représentatifs en 2000, des quatre étapes d'avancement du processus de transition démographique issue d'une typologie définie par le CELADE ([www.eclac.cl](http://www.eclac.cl)). L'Argentine se trouve dans une phase de *transition avancée* en 2000, car les taux de mortalité et de natalité enregistrés sur la période 2000-2005 sont relativement bas et engendrent un accroissement naturel bas, avoisinant les 1% [Fig.I.1]. Le Pérou est quant à lui en *pleine transition* en 2000. Ces pays enregistrent des taux de natalité et de mortalité relativement modérés et leur taux d'accroissement naturel est de 2% environ. Le Paraguay est dans une étape de *transition modérée* car leurs taux de natalité sont relativement élevés tandis que leurs taux de mortalité sont modérés, ce qui entraînent dans ces pays les taux d'accroissement naturel les plus élevés à l'échelle de l'Amérique latine et des Caraïbes, s'élevant à près de 3%. Avec des taux de natalité et de mortalité élevés et un accroissement naturel modéré avoisinant les 2,5 %, la Bolivie se trouve dans l'étape *initiale* de la transition démographique. Selon le degré d'avancement du processus de transition démographique de chacun de ces pays, les structures par âge des populations nationales diffèrent. Selon les estimations du CELADE, en 2005, la part de la population âgée de moins de 15 ans représentait entre 25 et 30% de la population nationale des pays *en pleine transition* ou dans lesquels la transition était *avancée*. En Bolivie, elle avoisine les 40% (CELADE, 2000, *op.cit.*). En Bolivie, la baisse progressive des taux de natalité et de mortalité au cours de la seconde moitié du XXe siècle, a engendré une augmentation de l'accroissement naturel entre 1950 et 1975 (le taux d'accroissement naturel était de 2,6%) puis une diminution. Le taux d'accroissement naturel avoisine les 2,2% sur la période 2000-2005. Cette diminution, amorcée au milieu des années 70', est due à la baisse du taux global de fécondité, à la baisse de la mortalité infantile et à l'allongement de la vie d'une partie de la population bolivienne [Fig.I.2], [Fig.I.3]

Depuis les années 50', de nombreux Boliviens ont changé de milieu d'habitat (rural/urbain), de département de résidence, de ville, au point d'avoir entraîné une redistribution du peuplement à travers les trois zones écologiques (Altiplano, vallées, plaines) du territoire bolivien. Le graphique [Fig.I.4] représente l'évolution de la distribution de la population sur le territoire bolivien selon la tripartition écologique de l'INE. Alors qu'en 1950, 58 % de la population du pays résidait dans l'Altiplano, 30% dans les vallées et 12% dans les plaines pré-amazoniennes, en 2001, 41% réside dans l'Altiplano, 29% dans les vallées et 30% dans les plaines. La population bolivienne semble avoir "glissé" vers l'*orient*, c'est-à-dire les plaines pré amazoniennes situées dans la partie orientale du territoire bolivien. Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les migrations internes à l'échelle de la Bolivie sont à la fois les produits et les révélateurs des mutations démographiques, économiques et politiques (tout particulièrement en matière d'aménagement du territoire) à l'œuvre en Bolivie.

L'évolution au cours de la seconde moitié du XXe siècle, de la part de la population résidant dans les départements de Santa Cruz et de Potosi sont les plus emblématiques du glissement de la population bolivienne vers l'*orient*. Alors qu'en 1950, 9,5% de la population réside dans le département de Santa Cruz (286 145 habitants), 24,5 % (2 029 471 habitants) y résident en 2001. Inversement alors que près de 18% de la population en Bolivie (534 399 habitants) résidait dans le département de Potosi, c'est

---

<sup>16</sup> En 2000, les densités de populations s'élevaient à 13 habitants en Argentine, à 20,1 au Pérou, à 18,2 en Uruguay et à 19,3 au Brésil (CELADE, 2005, *Boletín Demográfico*, N°75:p25)

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

seulement 8% (709 013 habitants) qui y réside en 2001. L'évolution de l'accroissement naturel des populations rurales et urbaines des départements n'est qu'un facteur mineur de la redistribution du peuplement sur le territoire bolivien en comparaison à celui des migrations internes. Dans cette partie, nous traiterons la question des migrations du milieu rural vers le milieu urbain puis celle portant sur les grands flux migratoires interdépartementaux.

## 2.1. Les migrations internes des campagnes vers les villes

Quels sont les étapes et les moments clefs de la croissance urbaine de la Bolivie ? Quels rôles ont joué les migrations internes dans le processus d'urbanisation du pays ? Alors qu'en 1950, la population urbaine (Encart.2), c'est-à-dire la population résidant dans des localités peuplées de 2 000 habitants et plus, représentait en Bolivie 26% de la population totale, en 2001 elle en représente 62 %. En 2001, la population était sept fois plus importante qu'en 1950. Les populations rurale et urbaine sont devenues équivalentes entre 1984 et 1985 (INE, 2001:p4). L'idée à retenir est que le fait urbain en Bolivie émerge comme une réalité tardive en comparaison aux autres pays latino-américains. L'Argentine, le Chili et l'Uruguay étaient déjà majoritairement peuplés d'urbains avant les années 1950, quant à la Colombie elle le devint au début des années 1960, le Pérou à la fin des années 1960 et l'Equateur à la fin des années 1970.

### Encart.I.1 En Bolivie, qu'appelle t-on "une ville" ?

Les conventions relatives à la définition de l'"urbain" diffèrent selon les pays et selon les époques considérées ou plus exactement selon les recensements. Le critère le plus communément utilisé est celui du seuil démographique à partir duquel on considère que l'effet de concentration du bâti et des habitants dans un lieu définit la "ville". Dans le cas de la Bolivie, nous nous référerons principalement à la définition de l'INE, qui distingue les noyaux urbains (nommés les *centros urbanos*) selon un critère d'agglomération et de seuil numérique de population. Depuis le recensement de 1992, l'INE considère qu'un noyau peuplé de 2 000 habitants et plus, est un centre urbain (*centro urbano*). C'est donc sur cette définition, et en utilisant les données brutes de l'INE, que nous fonderons l'essentiel de la mesure du phénomène urbain et des processus migratoire. Toutefois, rappelons que l'adoption d'un critère propre à chaque pays pose des problèmes d'ordre méthodologique, en particulier lorsqu'il s'agit de mener une étude comparative du phénomène urbain entre des pays n'ayant pas adopté la même définition de l'urbain. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), par exemple, utilise les critères définis dans chaque pays lors de son dernier recensement et fait donc abstraction de l'hétérogénéité des différentes conventions concernant la définition de l'urbain (PNUD,1997:p259). C'est une des raisons pour laquelle les démographes et les géographes, entre autres, s'appliquent à re-calculer à l'aide des données brutes des recensements, la distribution et l'évolution des populations urbaines à partir de nouveaux seuils. Dans le cas de la Colombie, par exemple, le seuil définissant "la ville" est, selon les études. Il est de 10 000 habitants selon la base de données *Géopolis* élaborée par Moriconi-Ebrard (1994:p173). Dans un souci de lissage des "nombreuses localités qui apparaissent sans lendemain, au cours de l'histoire" (D'Andréa, 2004:p324), celles des villes minières en particulier, D'Andréa a analysé les processus d'urbanisation en Bolivie en élevant le critère de l'urbain au seuil minimum de 5 000 habitants (*op. Cit.*).

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

La croissance accélérée de la population bolivienne depuis les années 50, se traduit par une augmentation de la population urbaine au détriment de la population rurale. Entre 1950 et 2001, la population urbaine (critère: 2 000 habitants) a été multiplié par cinq, passant de 774 003 à 5 189 903 millions d'habitants. Les taux moyen de variation annuelle des populations urbaines et rurales illustrent le fait que la population urbaine a cru beaucoup plus rapidement que la population rurale. Le fait que les taux moyen de variation annuelle de la population rurale bolivienne soient largement inférieurs au taux moyen de variation annuelle de la population du pays prouve l'existence des migrations des ruraux vers les villes [Fig.I.5]. La poussée tardive mais rapide de l'urbanisation correspond à des rythmes différenciés selon les périodes intercensitaires. Sur la période 1950-76, le taux de croissance annuel de la population urbaine était de 3,8 % tandis que celui de la population rurale n'était que de 1%. Sur la période 1976-1992, le taux de croissance annuel de la population urbaine s'est encore accru et atteignait 4,2% alors que celui de la population rurale continuait à ralentir. Même si la population urbaine n'a cessé d'augmenter dans la période ultérieure, l'expansion urbaine ne fut pas exponentielle puisque le taux de croissance annuel de la population urbaine sur la période 1992-2001 était plus faible que celui enregistré lors de la période 1976-1992 (3,6 % contre 4,2%). Par contre le taux de croissance annuel de la population rurale sur la période 1992-2001 fut supérieur à celui de la période 1976-1992 (passant de 0,04 % à 1,4 %). Autrement dit, la période 1976-92 constitue un tournant majeur et décisif dans les dynamiques de peuplement en Bolivie, et plus précisément dans l'urbanisation du pays. La très faible croissance de la population rurale à cette période, alors que les taux de natalité et de fécondité demeure encore importants, révèle l'importance très probable du fait migratoire [Fig.I.6].

Plusieurs facteurs conjoncturels contribuant à l'émigration rurale peuvent être évoqués : la période de colonisation agricole de l'orient, la privatisation des mines, la crise des années 80, la période d'ajustement structurel etc. En 2001, les départements ayant les plus fortes proportions de population urbaine étaient, dans l'ordre décroissant: Santa Cruz (76%), Beni (68%), La Paz (66%), Tarija (63%), Oruro (60%), et Cochabamba (58%). Dans les départements de Pando, de Chuquisaca et de Potosi, la population rurale prédominait encore. Sur la période 1992-2001, les taux de croissance annuels des populations urbaines dans chacun des départements ont varié entre 0,6% et 7,9%. Les écarts sont donc importants. Les départements ayant enregistré les taux de croissance de population urbaine les plus élevés ont été ceux du Pando (8%), de Santa Cruz (5%), de Tarija (4,7%), de Chuquisaca et de Cochabamba (4%). Les départements ayant enregistré les taux de croissance de population rurale les plus élevés étaient : Oruro (3%), Santa Cruz (2,5%), Beni (2%), Cochabamba et La Paz (1,3%).

## 2.2. Les grandes migrations interdépartementales

L'évolution des taux annuels de croissance intercensitaires de chacun des départements boliviens depuis 1950 à 2001 tend à montrer la diversité des rythmes de croissance (accélération, stagnation, ralentissement) mais aussi de décroissance, de chacun des départements au cours des périodes intercensitaires. Comme nous l'avons évoqué brièvement auparavant l'accroissement naturel des populations départementales n'explique pas lui seul l'accélération de la croissance démographique de certains départements comme celui de Santa Cruz: la migration entre les régions écologiques, les migrations interdépartementales ont joué un rôle important dans l'évolution du poids démographique de chacun des départements boliviens. Seuls sont présentés dans cette sous partie, les principaux flux migratoires interdépartementaux. Afin de recenser les flux migratoires internes des Boliviens en Bolivie (seules les personnes nées en Bolivie sont prises en compte) l'INE différencie deux types de

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

migrants (migrants nationaux par conséquence) les migrants anciens et les migrants récents. Le migrant ancien (*migrante antiguo*): individu résidant au moment du recensement dans un département autre que celui dans lequel il est né. Par exemple: dans le département de Cochabamba, toutes les personnes étant nées à l'extérieur de ce dernier, c'est à dire dans un des huit autres départements du pays, est considéré des migrants anciens. Le migrant récent (*migrante reciente*): individu dont le lieu de résidence cinq ans auparavant le recensement est différent de celui où il réside au moment du recensement. C'est ainsi que lors du recensement de 2001, toutes les personnes recensées et résidant dans le département de Cochabamba qui résidaient en 1996 dans un autre département sont considérés comme migrants récents.

### *Les migrations vers les plaines pré-amazoniennes*

Bien avant la loi de la réforme agraire, la question de l'enclavement de la partie orientale de la Bolivie, dont l'économie reposait en très grande partie sur l'économie de la gomme été déjà évoqué dans le Plan Bohan de 1942. Suite à la guerre du Chaco (1932-35) et à la perte du Chaco boréal, les Boliviens craignent que leurs terres orientales soient investies par les pays voisins (le Brésil et le Paraguay). Le peuplement de la partie orientale de la Bolivie s'avère donc urgent pour le gouvernement bolivien., le Président cruzeño German Bush initie une politique visant à l'intégration de l'*orient* bolivien dans le marché national. La colonisation des terres orientales a été impulsée par le gouvernement bolivien à travers des mesures prises en faveur du peuplement afin de rééquilibrer les disparités du peuplement à l'échelle nationale. " *En 1974, lorsque le général Banzer, alors au pouvoir dicta une série de mesures économiques favorables au développement de l'agro-industrie de l'Orient, mais qui pénalisaient la production paysanne traditionnelle (baisse des prix à la production, inflation des prix à la consommation), un soulèvement massif éclata dans la région de Cochabamba et plus particulier dans la haute vallée de Cliza et de Tarata. Ce soulèvement paysan, appelé le " massacre del Valle " a fait des centaines de victimes lors de l'intervention de l'armée.* (Cortes, 2000a:pp36-37). Pour favoriser à la fois le peuplement des terres orientales et pour désengorger les vallées et l'Altiplano qui souffrent de surpopulation, la migration interne semblait être la solution. La route Cochabamba - Santa Cruz permis de favoriser les migrations spontanées et dirigées. Soutenue par les investissements publics et privés, la colonisation des terres orientales situées en particulier dans le département de Santa Cruz donna naissance à de vastes exploitations dont les profits réguliers issus des productions, ont permis la modernisation relativement rapide des exploitations. Il en résulte qu'aujourd'hui deux systèmes agricoles existent en Bolivie : celui de l'*orient* de type *latifundio*, moderne et rentable et celui de l'*occident* de type *minifundio*, traditionnel et sérieusement en difficulté. Ce qui explique pourquoi de nombreux ruraux émigrent temporairement ou durablement (Cortes, 1998). Selon Cortes, la fin du système des *haciendas* en Bolivie (annoncée en 1953) est toute relative puisque le système a été repris dans les plaines de l'*orient*, là où des grandes propriétés rurales privées ont été constituées par usurpation des territoires indigènes de l'*orient* (Cortes, 2000a). En 2001, le contingent des migrants anciens est le plus élevé dans le département Santa Cruz (494 148 migrants représentant 25% de la population départementale). Les proportions relativement élevées des migrants anciens dans les départements de Pando (33%) et de Tarija (24%) illustrent le pouvoir attractif des zones tropicales ou frontalières. Bien que le département de Cochabamba apparaisse comme attractif, les départements de Pando, de Santa Cruz et de Tarija comportent un pourcentage de population immigrée plus élevé que ce dernier. Ainsi, 33% de la population résidant dans le département de Pando est native de l'extérieur, la plupart d'entre eux proviennent du Béni. Bien que 24,5% de la population totale du pays réside dans le département de Santa Cruz, la densité de population à l'échelle de ce département n'est que de 5,49 habitants/Km<sup>2</sup>, cela est dû bien évidemment à l'importante superficie de ce dernier

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

(133 985 Km<sup>2</sup>) par rapport à celles des autres départements. Par contre celui du département de Pando est devenu largement positif avec 9,5 %. Le taux de croissance annuel de la population urbaine sur la période 1992-2001 était de 8 %, ce qui signifie que de nombreuses personnes ont immigré dans les villes du département de Pando. Sur les périodes 1991-92 et 2000-01, le département de Santa Cruz a enregistré les soldes migratoires et les taux de migration les plus élevés à l'échelle du pays. Le pouvoir attractif du département de Santa Cruz est de plus croissant au fil du temps. Alors sur la période 91-92 le solde migratoire s'élevait à 240 907 individus, sur la période 2000-01, il s'élève à 422 609 individus, soit près du double.

### *Les bassins miniers devenus des foyers d'émigrants*

La révolution nationale de 1952 a conduit à la disparition du "Super estado minero" des trois Barons et à la nationalisation des mines, le 31 octobre 1952. Le gouvernement du Président Paz Estensorro crée la *Corporación Minera de Bolivia* (COMIBOL) afin de gérer l'exploitation des mines. Au cours des années 60' et 70', l'activité minière joue un rôle important dans l'économie du pays mais aussi dans la mémoire collective populaire. En effet comme l'a souligné Jean Paul Deler, la mine assurait l'essentiel des exportations (de 50 à 85% dans les années 1960, de 35 à 50% dans les années 1970). La part des bénéfices issus de l'activité minière représentait 10% du PIB dans les années 70. Trois à quatre pour cent de la population active de 1952 à 1985 travaillait dans les mines. Dans les années 70, les mineurs et leurs familles représentaient 10% de la population du pays (Deler, 1994:p300). Compte tenu de leurs difficiles conditions de travail et de vie, les mineurs s'appuient sur leurs syndicats réunis sous la houlette de la *Confederación Obrera Boliviana* (COB) pour s'exprimer. Bientôt, la scène politique est dominée par la lutte entre deux clans: la COB d'un côté, l'armée de l'autre dont les coups d'Etat et les interventions brutales, firent payer un lourd tribut aux mineurs. Enjeu de convoitises et de luttes sanglantes, l'activité minière en Bolivie est aussi totalement tributaire des fluctuations du marché international, ce qui d'ailleurs la conduira à la faillite. C'est en octobre 1985 que le prix de l'étain s'effondre. L'activité minière bolivienne est en faillite. Face à cela le gouvernement présidé par Paz Estensorro engage un plan sur plusieurs années afin de restructurer l'activité minière. Ce plan conduit au démantèlement de la COMIBOL, divisé en sept entreprises autonomes, à la fermeture de nombreuses mines et donc au licenciement de dizaine de milliers de mineurs (2/3 des effectifs de l'ancienne entreprise nationale) (*op, cit.*). Ces mineurs désormais sans travail sont appelés à l'époque les "relocalisés". Ils sont entre 115 000 et 170 000 localisés à migrer vers les villes de La Paz et Cochabamba, ainsi que vers les zones de colonisation, notamment au Chaparé, zone tropicale du département de Cochabamba (D'Andréa, 2004:p49). Parmi les personnes nées dans le département de Potosi et recensées en Bolivie en 2001, 30% ne résident plus dans ce dernier. Parmi les natifs du Potosi: 10 % d'entre eux résident dans le Cochabamba, 7% dans le département de Santa Cruz, 4% dans le département de La Paz et 4% dans celui de Chuquisaca. Quand ceux nées dans le département d'Oruro 32% ne résident plus dans ce dernier. 13% d'entre eux résident dans le département de Cochabamba, 8% dans le département de La Paz, 7% résident dans le Santa Cruz. L'exode des bassins miniers d'Oruro et de Potosi semble se poursuivre dans les années 2000. En 2001, les taux de migration nette d'Oruro (-25,8%) et de Potosi (-37) étaient largement négatifs.

### *Le maintien du peuplement dans certaines zones de l'Altiplano*

De manière générale, on peut en déduire que de nombreux migrants ont quitté l'Altiplano pour se rendre vers les plaines de l'*orienté*. Ainsi, 92% de la population native du département de La Paz et recensée sur le territoire bolivien en 2001 réside dans ce même département. Parmi les 18% qui réside à l'extérieur de leur département de naissance, 3% réside dans le département de Santa Cruz et 3%

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

dans le département de Cochabamba. Au delà du glissement de la population bolivienne vers l'*Oriente*, certaines régions qui ont perdu de leur poids relatif à l'échelle départementale, garde pourtant de fortes densités. Les densités plus élevées sont encore enregistrées dans certaines zones telles que les environs proches du lac Titicaca. Par conséquent il n'y a pas de lieu de remettre en cause les importants foyers de peuplement traditionnel, on peut parler du maintien d'un peuplement dans la zone andine.

### 3. Evolution de l'armature urbaine (1950-2001)

La croissance urbaine en Bolivie s'est traduite par une transformation de l'armature urbaine. Si l'hégémonie de la ville de La Paz était incontestable durant la première moitié du XXe siècle, ce n'est plus le cas à l'aube du XXIe siècle. L'évolution du semi urbain durant la seconde moitié du XXe siècle est perceptible la multiplication des villes peuplées de plus de 2 000 habitants, la croissance de la taille des villes et le renforcement des trois villes du corridor économique.

#### 3.1. La multiplication des villes et la croissance de la taille des villes

Entre 1950 et 2001, le nombre de villes (>2 000 habitants) a plus que triplé en Bolivie, passant de 48 à 156 villes. Dans les départements de Tarija, Chuquisaca le nombre de villes a doublé et a triplé dans le département de Cochabamba. Les départements dans lesquels les villes ne sont multipliés le plus sont le Béni. Le nombre de villes a été multiplié par cinq et par sept dans le département de Santa Cruz (passant de 8 à 57). Parmi les 108 villes qui virent le jour en Bolivie entre 1950 et 2001, 49 se trouvent dans le département de Santa Cruz. En observant l'évolution du nombre de villes par département sur toutes les périodes intercensitaires, il convient de différencier les départements dont l'extension du réseau urbain a été constante (département de Cochabamba, Santa Cruz), irrégulière avec des effets de stabilisation (département de Tarija), irrégulière avec des effets de chute (le nombre de villes diminue à partir de 1976 dans le département de Potosi à partir de 1976, et dans le département d'Oruro à partir de 1992). La disparition ou le déclassement des neuf villes *potosinas* et des trois villes *orureñas* a pour principale cause la fermeture de nombreuses mines à partir des années 1980. Certaines de ces villes sont passées dans la catégorie des localités rurales (moins de 2000 hbts) tandis que d'autres sont devenues des villes fantômes. En Bolivie, l'augmentation du nombre de villes n'a pourtant pas remis en question l'inégale répartition des villes sur le territoire national. Le département de Pando qui a une superficie supérieure à celle de Cochabamba (63 827 Km<sup>2</sup> contre 55 631 Km<sup>2</sup>) ne possède qu'une seule ville en 2001: Cobija, alors que Cochabamba en possède vingt huit. En 2001, plus de 3/4 des villes (109) se trouvent dans les départements de Santa Cruz (57 villes), de la Paz (24 villes) et de Cochabamba (28 villes). La multiplication du nombre de villes depuis cinquante ans a engendré une expansion du réseau urbain bolivien mais aussi le renforcement du poids démographique des villes de La Paz (et de manière plus précise la conurbation La Paz - el Alto), de Santa Cruz de la Sierra et de celle de Cochabamba. Alors que dans les années 50, la ville de La Paz se place loin devant les autres villes, en 1992, les villes de la Paz et de Santa Cruz de la Sierra sont peuplées toutes deux de 700 000 habitants. En 2001, Santa Cruz de la Sierra atteint un million d'habitants. L'émergence et la croissance fulgurante de Santa Cruz de la Sierra ont conduit au passage d'un modèle de primatie urbaine à un modèle bicéphale et même tricéphale (en ajoutant Cochabamba aux deux premières). Outre ce changement fondamental, on remarquera la disparition des villes de 250 000 à 500 000 en 2001 au profit de la multiplication des villes intermédiaires de 100 000 à 250 000 habitants.

#### 3.2. Les trois villes du corridor économique: La Paz, Santa Cruz et Cochabamba

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

En 1900, les trois plus grandes villes en Bolivie étaient respectivement: La Paz (54 713 habitants), Cochabamba (21 886) et Santa Cruz de la Sierra (15 874). Entre 1900 à 1950, les taux d'accroissement annuel de ces villes étaient de : 3,5 % pour La Paz, 2,6 % pour Cochabamba et 2 % pour Santa Cruz de la Sierra. A partir de 1950, c'est la ville de Santa Cruz de la Sierra qui croit le plus rapidement chaque année. Sur la période 1950-76, son taux d'accroissement annuel est de 6,8 %, tandis que ceux de Cochabamba (3,5%) et de La Paz (3,3%) sont largement inférieurs. Au cours de la décennie 1976-1986, la croissance de Santa Cruz de la Sierra, toujours aussi élevée (6,9%), semble se stabiliser alors que les villes de La Paz- El Alto et de Cochabamba connaissent une croissance plus forte que sur la période 1950-1976.

Tab.I.1. Populations des villes de Cochabamba, La Paz et Santa Cruz de la Sierra (1900-1986)

Villes	Population urbaine				Taux d'accroissement annuel		
	1900	1950	1976	1986	1900-50	1950-76	1976-86
Cochabamba	21 886	80 795	203 256	303 256	2,6	3,5	4,2
La Paz*	54 713	267 008	635 283	1 048 456	3,5	3,3	5,2
Santa Cruz de la Sierra	15 874	42 746	254 682	492 091	2	6,8	6,9

\* Ces données statistiques regroupent les populations de la Paz et d'El Alto.

Source: Ledo C. & Escobar S. (1988:p31)

Au milieu des années 70', les villes de la Paz, de Cochabamba et de Santa Cruz de la Sierra, se détachent largement des autres villes boliviennes. La morphologie du réseau urbain se modifie. On assiste au renforcement de l'axe principal d'urbanisation dans le pays, à des processus de concentration des populations et des fonctions administratives importantes dans les villes de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba et cela malgré le fait que Sucre soit la capitale nationale de la Bolivie. La hiérarchie des villes se modifie aussi avec l'émergence de la capitale de l'*orient* Santa Cruz de la Sierra mais aussi avec celle d'El Alto. A partir de 1976, Santa Cruz devint la seconde ville la plus importante du pays, derrière La Paz et devant Cochabamba. L'*arc central*" (Deler, 1994) ou le "*corridor économique*" (Ledo, 1991) que forment les trois plus grandes villes boliviennes, ne cesse alors de se renforcer grâce aux processus de conurbation et de métropolisation de ces villes. La conurbation des villes de Cochabamba – Colcapirhua - Quillacollo-Quintanilla - Sacaba (appelée plus généralement la conurbation Cochabamba – Quillacollo - Sacaba) est issue des processus urbains bien connus que sont les extensions spatiales d'une grande ville rejoignant dans l'espace (continuité du bâti, quasi absence de rupture paysagère) les villes qui lui sont adjacentes. En 1992, 68% de la population en Bolivie se concentrait dans les trois départements que sont La Paz, Santa Cruz et Cochabamba. En 2001, cette concentration de population dans le corridor économique du pays semble se renforcer puisque c'est 70,5% de la population en Bolivie qui y réside : La Paz (28,4 %), Santa Cruz (24,5 %) et Cochabamba (17,6 %) <sup>17</sup>. La concentration de la population bolivienne dans le corridor économique du pays est due à l'accroissement naturel de la population y résidant, mais aussi aux flux migratoires qui sont à l'œuvre en Bolivie depuis les années 50. Le renforcement de cet axe urbanisé ainsi que le glissement de la population vers l'*orient* et l'urbanisation du pays sont les principales conséquences des grandes migrations internes.

<sup>17</sup> Loin derrière viennent les départements de Potosi (8,5%), Chuquisaca (6,4 %), Oruro (4,7%), Tarija (4,7%), Béni (4,4%) et en dernière place celui de Pando (0,6%).

## 4. Cochabamba: un département attractif

Situé au centre de la Bolivie, le département de Cochabamba (55 631 Km<sup>2</sup>) composé de 44 provinces dont celle de Cercado dans laquelle se trouve la capitale départementale portant aussi le nom de Cochabamba. Dans le département, cinq grandes unités écologiques se distinguent: la cordillère où l'altitude varie entre 4500 et 6500 m, la zone altiplanique (3000-4500 m) dans laquelle se trouve la cordillère de Tunari, les vallées où l'on trouve les plus fortes densités démographiques : la ville de Cochabamba et ses localités périphériques (les provinces de Cercado, Jordan, Esteban Arce, Punata, Mizque, Campero, Villaroel et Arani), les *serranias* (500-1500m) longent les plaines pré-amazoniennes, et enfin les plaines pré-amazoniennes au climat tropical dans laquelle se trouve la province du Chaparé, principal secteur de production de coca du pays. Le département de Cochabamba est depuis longtemps le théâtre de dynamiques socio spatiales, engendrées par des mouvements sociaux et des flux spécifiques par rapport au reste du pays [Carte I.3]. La zone correspond aujourd'hui au département de Cochabamba a subi de plein fouet les impacts des colonisations incaïque puis espagnole. Colonisée tardivement par les Incas (en 1470) en comparaison au reste du territoire incaïque, la région de Cochabamba a subi d'importants bouleversements tant sur le plan social que spatial. La population de Cochabamba a fortement subi les chocs économiques et culturels de la colonisation européenne plus que n'importe où dans le Haut Pérou (Larson, 1992:27). En effet, le système des *haciendas* et du travail servile se développa plus dans la région de Cochabamba que partout ailleurs en Bolivie (Laserna, 1983 :37). Cochabamba se différencie des autres départements boliviens de par l'intensité et la diversité des flux à géométrie variable qui y sont l'œuvre. Espace productif et zone d'échanges, le département de Cochabamba fait figure de territoire de mobilités, avec comme de tête de pont aux nombreux réseaux commerciaux, sa capitale : la ville de Cochabamba.

### 4.1. Le pouvoir attractif du département de Cochabamba

Pendant les colonisations incaïque et espagnole, le département de Cochabamba rempli le rôle de grenier à blé. Les vallées fertiles de Cochabamba étaient la principale zone nourricière des mineurs et de leurs familles de Cochabamba et de Potosi. Elles fournissaient de nombreuses populations en maïs, orge, blé, luzerne fruits et agrumes, légumes, fruits (dont fruits tropicaux), coca, riz, élevage bovin et ovin, etc. Pendant très longtemps le département de Cochabamba a eu une vocation agricole capitale étroitement liée à l'activité minière (or, argent, cuivre, plomb, zinc, nickel, wolfram, antimoine, fer, gypse, etc.) bolivienne. A la fin du XIXe siècle, la crise de l'industrie minière provoque dans le département de Cochabamba le morcellement des *haciendas*. Au cours des années 1930, les paysanneries cochabambinas furent les premières à se rebeller contre le système des *haciendas* qu'avaient mis en place les colons espagnols et qui insidieusement se prolongea après la proclamation de la République de Bolivie (Rocha, 1999:p258). Dans les années 1950, "77% de la population du département de Cochabamba résidant dans les localités rurales, étaient majoritairement sous le pouvoir latifundistes en qualité de colons, jornaleros<sup>18</sup>, arrendatarios<sup>19</sup>, etc." (Ledo, Escobar, 1988:p18). Malgré le caractère avant-gardiste des communautés paysannes *cochabambinas*, il fallut entendre la Révolution nationale (1952) et la réforme agraire (1953) pour voir concrètement se profiler les prémices d'un nouveau dynamisme socio-économique en Bolivie. En effet, l'accès à la propriété et la mise en mobilité des sociétés paysannes ont engendré : la multiplication des marchés ruraux et urbains, des *ferias* et l'émergence de canaux de commercialisation qui ont de fait, favorisé les relations

<sup>18</sup> *Jornaleros*: travailleur employé par jour

<sup>19</sup> *Arrendatarios*: fermier locataire

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

et échanges des populations urbaines et rurales locales. Comme le soulignent Ledo et Escobar (1998:p18) "*sous l'effet de ce nouveau modèle mercantile commença un lent processus de différenciation paysanne, qui acquérait une importance dans les zones proches de la ville de Cochabamba*". Ces mêmes auteurs précisent toutefois que "*cette tendance fut faible dans les vallées et les zones hautes et éloignées où la pauvreté de la terre ou le manque d'accès au marché motivèrent la prédominance de l'autosubsistance*". Alors qu'en 1950, la population du département de Cochabamba s'élève à 490 475 habitants, en 2001 elle atteint 1 455 711 habitants. Depuis le recensement national de 1847, le département de Cochabamba est le plus densément peuplé à l'échelle du pays. En 1950, la densité de population s'élevait à 2,7 habitants alors qu'en 2001 elle s'élève à 26 habitants/Km<sup>2</sup>. Selon les données du recensement de 2001, près de 20 % (soit 274 368 individus) de la population résidant dans le département de Cochabamba est née à l'extérieur de celui-ci. Plus des trois quarts de ces migrants sont natifs de l'Altiplano, c'est à dire des départements de Potosi (6,4%), de La Paz (4,7%) et d'Oruro (4,5%), en bien moindre quantité, les autres migrants sont natifs des départements de Santa Cruz, de Chuquisaca, de Béni [Carte I.4].

#### 4.2. La ville de Cochabamba, une croissance largement alimentée par des flux migratoires

Située à 2 558 m d'altitude, la ville de Cochabamba, capitale du département portant le même nom, se trouve au centre de la Bolivie. Cochabamba fut fondé le 1<sup>er</sup> janvier 1574 par Sebastián Barba de Padilla sous le nom de Villa Oropeza (Guzman, 1990:p15). En 1810, elle fut rebaptisée Cochabamba, dont l'origine vient du mot quechua *qhochapampa* (plaine marécageuse) qui n'est autre que la juxtaposition des mots de *qocha* (lac) et de *pampa* (plaine). En effet, si on regarde la situation topographique de Cochabamba, la ville se situe dans une cuvette fertile et arrosée de 25 Km de long sur 10 Km de large. Peuplée par 80 795 habitants au milieu du XIXe siècle, la ville de Cochabamba atteint tout au plus les 536 879 individus<sup>20</sup> en 2001, ce qui représente 37 % de la population du département de Cochabamba. Parmi cette population, 341 personnes appartenant à la communauté Llave Mayu sont considérées selon l'INE comme population rurale. Entre 1950 et 2001, sa population a augmenté d'environ 3,6% par an. Durant les périodes intercensitaires 1950-1976 et 1976-1992 mais non sur la période 1992-2001, la ville de Cochabamba a crue plus rapidement que celle du département de Cochabamba [Fig.I.7].

Au XVIIIe et XIXe siècle, l'activité textile artisanale avait une grande importance et les produits étaient commercialisés au Chili, en Argentine et au Pérou (Ledo & Escobar, 1988:p20) Durant le XIXe siècle, la ville de Cochabamba était caractérisée par sa vocation de services associés au vaste hinterland rural. Vers 1900, la ville de Cochabamba était peuplée d'environ 22 000 habitantes et s'étendait au sud le long d'un sud constituant par la route qui pénétrait vers les terres les plus fertiles de la vallée, atteignant les environs de Jaihuayco. Le centre de la ville montrait une multiplicité de petits établissements commerciaux et de production artisanale concentrés dans la confection la production de tissus et dans l'élaboration de produits alimentaires et en moindre importance dans les ustensiles de cuisine (Ledo, Escobar, op, cit.) [Fig.I.8].

Au lendemain de la réforme agraire, la ville de Cochabamba joue le rôle de centre de stockage et de commercialisation et de distribution des produits agricoles et manufacturés mais aussi de centre névralgique regroupant les administrations et services notamment financiers liés aux activités commerciales. De plus se sont greffés les services administratifs et financiers liées aux activités dans

<sup>20</sup> Si on se réfère aux données publiées du recensement 2001 nommé *Censo Nacional de Poblacion y Vivienda, 2001*, produite par l'INE, concernant la population de la première section Cochabamba de la province de Cercado, les données varient entre 516 683 et 536 879.

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

les domaines telles que l'industrie (fabrique de ciment COBOCE *Corporación Boliviana de Cemento*), industrie de la bière, par exemple: la Taquiña, *chicha*<sup>21</sup> exportée à travers la Bolivie depuis le XIXe siècle, eaux gazeuses, industrie laitière (PIL *Planta Industrializadora de Leche*) pâtes, raffineries, de pétrole, industrie plastiques, mosaïques, azulejos, céramiques, etc.) Le commerce et plus généralement les activités du secteur tertiaire. *"La ville de Cochabamba a reçu une part du contingent des migrants (personnes nées à l'extérieur de la ville de Cochabamba) qui dans la majeure partie des cas a réussi à s'insérer à l'activité économique mediante l'exercice d'une occupation, principalement dans la construction, des services aux personnes et dans le commerce"* (Ledo & Escobar, 1986). Si la croissance démographique de la ville de Cochabamba est alimentée par les flux migratoires infranationaux, la question est de savoir d'où proviennent ces migrants (personnes nées à l'extérieur de la ville de Cochabamba). En 1976, 46% des migrants résidant dans la ville de Cochabamba provenaient du département de Cochabamba, en 1983 ils représentent 33% et en 1986, 30%. La baisse de la part relative des migrants entre 1976 et 1986 est due à la forte augmentation des effectifs des migrants provenant des départements de Potosi, d'Oruro et de La Paz. Par exemple, le nombre de migrants provenant du département d'Oruro a triplé, passant de 10150 à 30150 migrants. Quant aux migrants originaires des départements au climat tropical (Santa Cruz, Pando, Béni), bien que leur nombre est doublé entre 1976 et 1986, ils ne représentent au total que 8% des migrants. Il est intéressant de noter qu'en 1986, 78% des migrants résidant dans la ville de Cochabamba provenaient des villes et non des campagnes. Selon Ledo et Escobar, les migrants provenaient en grande majorité des villes (22%) se trouvant dans les départements de Potosi (22%), d'Oruro et de Cochabamba (16%) et de La Paz (14%).

## Conclusion

En Bolivie, la révolution nationale et la réforme agraire marquent un tournant décisif dans l'organisation socio spatiale et les activités des populations boliviennes qui étaient fortement liés aux bassins miniers et aux vallées fertiles environnantes. La réforme agraire a impulsé de nouvelles formes de mobilité: rural-urbain, d'importants flux migratoires *occidente-orienté*, des migrations temporaires internationales (due à la pression foncière dans les campagnes) mais aussi des mobilités résidentielles plus durables enclenchant un processus d'exode rural vers les principaux centres urbains du pays. Ces mêmes migrations (rural-urbain) de type durable auront été les prémices de l'urbanisation tardive de la Bolivie post-révolutionnaire qui, progressivement, mènera d'une société à dominante rurale à une société à dominante urbaine au début des années 1980. Mais comme l'a évoqué Deler, *" la réforme agraire fut progressivement minée par l'accroissement de la pression sur la terre, jamais compensée par l'émigration vers la ville ou vers les fronts de colonisation en terres chaudes "* (Deler, 1993:p298).

---

<sup>21</sup> *Chicha*: bière de maïs, boisson traditionnelle fait artisanalement ou industriellement à Cochabamba